

CONTACT



Bulletin / Mitteilungen

NEUE HELVETISCHE GESELLSCHAFT – TREFFPUNKT SCHWEIZ
RENCONTRES SUISSES – NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE
INCONTRI SVIZZERI – NUOVA SOCIETÀ ELVETICA
NUOVA SOCIETÀ HELVETICA – SCUNTRADA SVIZRA

Chers membres des Rencontres Suisses-Nouvelle Société Helvétique,

Nous avons un programme intéressant à vous proposer, ce qui nous incite à publier trois numéros de notre bulletin cette année – offrant ainsi à toutes celles et ceux qui n'ont pas accès à Internet – la possibilité de participer à nos diverses activités.

Nos manifestations nationales voyagent de ville en ville avec un succès certain, même si nous souhaiterions bien entendu attirer plus de monde! Ainsi tremblons-nous jusqu'à la dernière minute en craignant que nos conférenciers, souvent fort connus, se trouvent devant un petit auditoire. Un grand merci dès lors à toutes celles et ceux qui se donnent la peine de se déplacer mais aussi qui nous soutiennent financièrement. La réalisation des activités très diversifiées – tant sur le plan local qu'au niveau national – dépend de vous, de votre soutien et de votre fidélité!

Comme vous l'avez constaté, cette année est consacrée à des réflexions sur l'évolution de nos valeurs. Nous nous trouvons, en effet, devant d'importants changements dans notre société. Nous vivons dans un monde globalisé, parfois même virtuel, dont l'influence se fait sentir en Suisse dans de multiples domaines: la recrudescence de l'interdépendance économique internationale, la mobilité accrue des êtres humains et des institutions, la multiplicité des cultures qui en découlent, provoquent un changement des valeurs, qui transparaît aussi dans le comportement et la mentalité des gens. Nous ne pouvons sans doute pas stopper la dynamique actuelle, mais nous pouvons lui donner un visage humain et une direction pleine d'espoir, si nous en saissons l'opportunité.

Sur ce thème, vous trouverez deux exposés dans ce numéro. Suivront deux articles consacrés à

Liebe Mitglieder der Neuen Helvetischen Gesellschaft - Treffpunkt Schweiz,

Wir bieten Ihnen ein anregendes Programm an, so dass wir dieses Jahr drei Ausgaben unseres Informationsblattes veröffentlichen, um denjenigen, die nicht Zugang zum Internet haben, den Einblick in unsere Tätigkeiten zu erleichtern.

Unsere gesamtschweizerischen Veranstaltungen, die wir jeweils in einer anderen Stadt abhalten, haben Erfolg, doch selbstverständlich würden wir gerne noch mehr Teilnehmer mobilisieren können! So zittern wir bis zum letzten Moment vor Angst, dass unsere oft sehr bekannten Referenten vor einem zu spärlichen Publikum auftreten müssen. Herzlichen Dank an Alle, die sich die Mühe geben, zu unseren Veranstaltungen zu kommen, aber auch an diejenigen, die uns finanziell unterstützen. Die Verwirklichung unserer vielfältigen Tätigkeiten sowohl auf regionaler wie auf nationaler Ebene hängt von Ihnen ab, von Ihrer Unterstützung und von Ihrer Treue.

Wie Sie wahrgenommen haben, widmen wir das laufende Jahr Überlegungen zum Wandel der Werte, denn wir stehen ja vor wichtigen Veränderungen in unserer Gesellschaft. Wir leben in einer globalisierten und manchmal selbst virtuellen Welt, was auch in der Schweiz viele Bereiche beeinflusst: die Verstärkung der internationalen wirtschaftlichen Interdependenz, die grösitere Mobilität der Menschen und der Institutionen, die daraus folgende Vielfalt der Kulturen, all dies verursacht Änderungen der Werte, was man auch beim Verhalten der Leute feststellen kann. Wir können zweifelsohne die gegenwärtige Dynamik nicht aufhalten, aber wir können ihr ein menschliches Gesicht und

«La nouvelle Suisse religieuse. Risques et chances de sa diversité» à paraître dans notre édition d'automne.

Dans le cadre de nos activités dites de compréhension confédérale, sous le titre «Quelle influence le multilinguisme peut-il exercer sur l'ouverture au monde?» nous prévoyons un cycle de 4 débats dont le premier sera consacré au cinéma, suivi du multilinguisme dans la littérature et le théâtre, l'économie publique et l'enseignement. Nous voulons éviter l'aspect académique, traité spécifiquement par des linguistes et privilégier une approche plus concrète du multilinguisme suisse. Ainsi avons-nous invité Nicolas Bideau, chef de la section Cinéma de l'Office fédéral de la culture, à ouvrir les feux, accompagné par un réalisateur suisse alémanique, le 28 octobre à Berne.

Le comité se réunira en juin afin de choisir le thème principal de nos activités 2009. C'est peut-être tard, mais cela nous permet de mieux refléter les préoccupations de la population; sans oublier les objectifs principaux que nous défendons à travers la recherche de la cohésion culturelle, économique, sociale, politique et linguistique de notre pays.

La délimitation de nos manifestations régionales et nationales s'avère judicieuse, puisque cela permet à nos groupes de mieux coller au contexte local - susceptible de fidéliser un public ou d'approfondir les sujets d'intérêt national si cela les inspire. Nos groupes ont été très actifs pour certains, notamment Winterthur qui en plus de rencontres régulières, nous a à nouveau gratifiés d'un «Jahrbuch». Nos efforts de rapprochement avec le Forum Helvétique se poursuivent, afin de renforcer notre efficacité et éviter de nous concurrencer sur des sujets identiques.

Un grand merci à toutes celles et ceux qui font vivre notre association en tant que conférenciers, spectateurs, secrétaires, trésoriers, votre engagement est indispensable!

Christiane Langenberger-Jaeger,
Présidente

eine mit Hoffnung geprägte Richtung geben, falls wir die Opportunität zu ergreifen wissen.

Zu diesem Thema finden Sie in dieser Ausgabe zwei Beiträge. In der Herbstausgabe werden dann zwei Artikel zum Thema der Beziehungen zwischen Staat und Religion erscheinen.

Im Rahmen unserer Tätigkeiten, die sich mit dem Zusammenhalt der Schweiz befassen, haben wir unter dem Titel «Was trägt die Vielsprachigkeit zur Weltoffenheit bei?» einen Zyklus von vier Veranstaltungen vorgesehen: der erste wird der Filmbranche gewidmet sein, dann folgen die Mehrsprachigkeit in der Literatur und im Theater, in der Volkswirtschaft und im Lehrbereich. Wir wollen eine akademische Betrachtungsweise vermeiden - dies überlassen wir den Sprachwissenschaftern - und dem konkreten Umgang mit der Vielsprachigkeit den Vorrang geben. So haben wir für den 28. Oktober in Bern Herrn Nicolas Bideau, Chef der Sektion Film des Bundesamtes für Kultur, für die erste Diskussion gewinnen können.

Der Zentralvorstand wird Ende Juni tagen, um das Hauptthema unserer Aktivitäten 2009 zu bestimmen. Das scheint vielleicht etwas spät zu sein, aber es erlaubt uns, die gegenwärtigen Besorgnisse der Bevölkerung besser zu berücksichtigen. Unser wichtigstes Ziel werden wir jedoch nicht vergessen: den kulturellen, wirtschaftlichen, sozialen, politischen und sprachlichen Zusammenhalt unseres Landes zu fördern.

Das Abhalten von regionalen sowohl wie von zentralen Veranstaltungen bewährt sich. Es erlaubt unseren Gruppen, den lokalen Gegebenheiten Rechnung zu tragen - was zur Treue des Publikums beitragen sollte - oder aber die nationalen Themen vertieft zu bearbeiten. Unsere Gruppen waren sehr aktiv, insbesondere die Gruppe Winterthur, die zusätzlich zu ihren regelmässigen Anlässen uns wieder mit einem Jahrbuch beschenkt hat.

Wir bemühen uns um nähere Zusammenarbeit mit dem Forum Helveticum, mit dem Ziel, unsere Effizienz zu fördern und Doppelspurigkeiten zu vermeiden.

Vielen Dank an Alle, die unserer Vereinigung dienen, sei es als Referent, Zuhörer, Sekretärin, Kassier, usw.: Ihr Einsatz ist unerlässlich!

Christiane Langenberger-Jaeger,
Präsidentin

Forum de Bienne - 8 avril 2008

« Evolution de nos valeurs : quels défis pour aujourd’hui et demain ? »

« De la valeur de l’Histoire »

Joëlle Kunz, Journaliste « Le Temps »

C'est prendre un risque de demander à quelqu'un comme moi de parler de « la valeur de l'histoire ». Je ne suis pas historienne. Je n'ai pas le métier de l'histoire. C'est-à-dire que je ne travaille pas sur les problématiques historiques comme le font les professionnels pour dégager de nouvelles sources de connaissances sur notre passé qui pourraient servir à la compréhension de notre présent. Je travaille en journaliste, sur du matériel déjà connu. Je bricole.

Tout ce que je peux dire de « la valeur de l'histoire » tient à une expérience, une découverte plutôt : m'étant lancé à moi-même le défi de raconter l'histoire suisse à des étrangers, et devant pour cela l'étudier un peu plus à fond, j'en ai découvert en même temps les délices et les pièges.

J'ai dû beaucoup tâtonner, me tromper, pour savoir ce que peut être une erreur en histoire. Je ne parle pas d'erreur de faits – une fausse date, un faux documents. Mais d'erreur d'interprétation, de compréhension d'une situation. « Erreur » n'est pas d'ailleurs pas le bon mot. Je devrais plutôt dire « faux point de vue ».

Je vais vous donner un exemple un peu anecdotique mais qui nous permettra d'aller plus loin. J'ai écrit sur l'histoire de la ville de Lausanne en m'appuyant sur des livres assez anciens, des classiques de la littérature historique suisse. La plupart de ces textes concouraient à fabriquer l'image d'un pays de Vaud et d'une ville de Lausanne certes occupés par les Bernois mais finalement heureux de l'être. Les Vaudois n'avaient pas accouru pour défendre le major Davel, n'est-ce pas ?

Ces ouvrages appartenaient à une historiographie helvétique d'où il ressortait que Berne avait quasiment « libéré » Lausanne de son « sombre » Moyen Âge savoyard. L'élite bernoise apportait la Réforme et les idées nouvelles à un territoire dominé par des hiérarchies ecclésiastiques et laïques bornées. Tel qu'il reste dans les mémoires et même les écrits, le château de Chillon n'est pas le siège d'un grand Etat savoyard, ambitieux et visionnaire mais le cachot insalubre et

cruel où le tyran garde ses prisonniers. Hugo et Byron l'ont assez dit.

Une historienne lausannoise est arrivée assez tôt pour m'avertir : j'étais en train d'acheter sans m'en douter le point de vue bernois. Le point de vue lausannois est tout autre : Lausanne sous les Savoie est une grande cité. Les Bernois l'écrasent sans ménagement, culturellement, économiquement. Ils n'en veulent plus. Ils l'effacent.

Cet épisode d'apprentissage m'ouvrirait sur deux leçons. La première : je devais apprendre à me représenter ce qu'avait pu être la violence bernoise, la vraie, alors que j'étais porteuse d'une histoire suisse très lisse, très aimable au fond, où tout le monde finit toujours par s'entendre pour produire ce résultat si merveilleux et si enviable qu'est notre Confédération.

La guerre est présente dans cette histoire suisse, bien sûr, mais comme abstrairement. Il y a la guerre mais pas la violence de la domination, la cruauté, l'horreur... Celles-ci nous sont seulement révélées par Solferino, une guerre étrangère, entre étrangers. Par conséquent, c'est difficile de se représenter aujourd'hui la violence bernoise. Mais si on ne se la représente pas, on condamne une deuxième fois le major Davel.

La deuxième leçon est plus difficile : elle nous conduit à la grande question de la révision constante du récit historique par les générations successives. Tout ce qu'on nous a dit de notre histoire prête toujours à discussion. Il est permis et même recommandé de fouiller dans les placards et d'y remettre les choses dans un autre ordre que celui qu'on a trouvé.

Le temps où Lausanne se laissait raconter sa propre histoire par la puissance bernoise devenue fédérale, ce temps-là est bien passé. Lausanne a récupéré entièrement son avant -1536 et veut vivre son présent fédéral sous les auspices de son propre récit historique.

Il existe mille autres exemples d'histoires locales ou régionales revisitées. L'histoire nationale l'a été, je n'ai pas besoin de vous le rappeler : ce que nous savons, pensons et comprenons maintenant de la

Suisse pendant la Seconde guerre mondiale, n'est plus tout à fait pareil à ce que nous en savions et pensions il y a trente ou quarante ans. Comme pour d'autres périodes, des éclairages nouveaux sont donnés, non seulement par des travaux d'archives, des études plus fouillées, mais aussi par les questions nouvelles qui sont posées au passé.

Des questions qui proviennent de l'atmosphère politique et idéologique – la gauche n'a pas les mêmes questions à l'histoire que la droite. Mais des questions qui proviennent aussi d'autres disciplines, auxquelles on ne faisait pas recours auparavant. L'anthropologie, la démographie, l'économie ont complètement changé l'approche de l'histoire.

On travaille sur l'histoire pour différentes raisons.

La première, par curiosité: pour savoir ce qui s'est passé, et comment.

Pourquoi «ce qui s'est passé» a-t-il tant d'importance? Parce que le récit qu'on fait des événements et qu'on se répète de siècles en siècles, en le modifiant en cours de route, nous rassemblent – en nations, en cantons, en communes, et maintenant, de plus en plus, en continents. Il existe une histoire de l'«Occident», à laquelle sont attachés les «Occidentaux».

L'Histoire a acquis la fonction unificatrice qui appartenait auparavant aux religions. Elle confère de l'identité. Ses enjeux sont donc énormes.

Je voudrais m'arrêter un instant sur la généalogie de cette Histoire devenue enjeu.

L'histoire, en tant que telle, appartient aux Lumières. Les élites européennes du XVIII^e siècle cherchaient le sens d'un avenir délivré de l'Ecriture sainte et ouvert au progrès. Elles l'ont trouvé dans le concept de civilisation, concept ouvert s'il en est: la civilisation, c'est rendre civilisé, poli, ce qui ne l'est pas, c'est un processus sans fin.

Les Ecritures, c'était un éternel recommencement. Le progrès de la civilisation, c'est une ligne qui a un début, qu'on peut chercher, et une direction, qu'on peut vouloir. C'est une préoccupation sur le présent.

En même temps, les Lumières, qui recherchaient le sens du contrat social, et du contrat avec le roi, (ou avec l'aristocratie), se sont souciées de l'origine de la nation. À partir de là s'est mise en place une chronologie, un inventaire de ce qu'on savait d'elle et, peu à peu, un récit qui, comme pour la civilisation, partait de quelque part pour arriver au présent.

À la fin du XIX^e siècle, les étapes de la formation de la civilisation et de la formation de la nation ont coïncidé dans cette grande marche au progrès intellectuel, matériel et politique illustré par l'Etat national.

L'histoire était née comme discipline qui pouvait être enseignée dans les écoles.

Elle avait un but: la formation du citoyen; elle avait un objet, l'étude de tout un patrimoine de textes et de sources; elle avait une méthode: le récit, ordonné selon le déroulement du temps.

Les identités pouvaient dès lors s'appuyer fermement sur cette discipline qui allait s'appeler l'histoire. Et dont les enjeux, vous disais-je, sont énormes.

Songez par exemple au rôle de la Première et de la Seconde guerre mondiale dans la fabrication de l'identité suisse. Au rôle de la Révolution de 1789 dans l'identité française. De la révolution de 1917 et de la «Grande guerre patriotique» dans l'identité russe, etc, etc...

On revisite sans cesse ces grands événements historiques fondateurs, mais on ne le fait pas impunément: vous voyez bien l'extraordinaire polémique à laquelle a donné lieu le travail du professeur Jean-François Bergier et de sa Commission sur les comportements de la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale.

Je m'arrête un instant sur cette question fascinante: il y a eu, à un moment donné, un ensemble de circonstances qui ont rendu obligatoire la réécriture de l'histoire suisse pendant cette période. Et il y avait assez d'historiens qui étaient prêts à le faire, et qui d'ailleurs avaient déjà commencé, mais chacun dans son coin, et sans reconnaissance sociale. Et l'histoire suisse a ainsi été réajustée, rééquilibrée, rendue à une dimension plus réaliste, plus défendable dans le dialogue international contemporain. C'était une réécriture «nécessaire» politiquement pour vivre le présent.

Comme le disait François Furet, ce grand maître, *il y a toujours une dimension politique de l'interprétation historique, comme il y a une dimension historique de l'interprétation du présent*. Et quand nos sociétés vivent comme aujourd'hui un si vaste remue-ménage, il n'est pas étonnant que le présent ré-interroge si fondamentalement le passé.

Je vous ferais remarquer que c'est sous une pression extérieure que nous avons dû revoir l'histoire suisse pendant la Seconde guerre mondiale. Beaucoup ont trouvé cela injuste, mais c'est un fait que les histoires nationales ne sont plus exclusivement nationales: elles ont désormais à rendre compte de faits et d'événements qui concernent également d'autres peuples.

Je vous donne d'autres exemples de révisions demandées et pas toujours obtenues: par la Chine à l'égard du Japon des années trente et quarante, la Pologne à l'égard de l'Allemagne, les Aborigènes en

Australie, les Indiens en Amérique, sans parler de toute l'affaire de l'esclavage. On assiste probablement à un excès de politisation de l'histoire et à des dérapages, mais là n'est pas mon propos.

La valeur de l'histoire ? me demandiez-vous ?

Elle est toute entière dans notre besoin pressant de nous comprendre nous-mêmes, de recommencer à essayer de nous comprendre dans nos rapports avec les autres, actuels et passés.

Le métier d'historien fournit les méthodes et l'éthique de cette recherche : on ne peut pas réinventer n'importe quoi. Mais en réalité, c'est en citoyens que nous réfléchissons au passé. Cet « atelier de l'histoire », comme l'appelait Furet, est aussi un atelier politique.

Que sait-on, aujourd'hui, maintenant que le mur de Berlin est tombé, pour continuer à penser l'histoire, pour refaire l'inventaire ?

Je voudrais ici vous proposer quelques sujets de réflexion.

On sait que l'histoire n'a pas de « sens », ce sens que lui prêtaient les 18^e et 19^e siècles habités par l'idée de progrès. On a écrit une histoire événementielle dont la fin, connue, celle du présent de l'Etat national, permettait de choisir et de comprendre les événements du passé qui lui avaient donné naissance. Les événements se seraient enchaînés logiquement pour produire ce résultat. Les crises et les guerres qui ponctuaient cette marche du progrès étaient interprétés comme des « accidents » dialectiquement nécessaires à la production du stade suivant, donc réparables et réparés. La réconciliation franco-allemande, la construction européenne ont beaucoup fait pour nous assurer du caractère réparable des crises et des guerres et c'est tant mieux mais on voit bien aujourd'hui qu'elles sont le résultat d'actions humaines volontaristes bien plus que d'un « sens de l'histoire ». Que ces volontés et ces actions s'ameumentent et l'on risque à nouveau de se trouver sous l'emprise des passions, qui n'ont pas forcément le « sens » qu'on voudrait.

Ce n'est donc pas à l'histoire qu'il faut attribuer un « sens » mais aux valeurs qu'on défend à travers elle : liberté, justice, égalité...

Cela m'amène à une deuxième constatation : Si l'on apprend l'histoire, chaque groupe la sienne, on « n'apprend pas de l'histoire ». On peut rester terrifiés par elle, comme par exemple par ces deux catastrophes du XX^e siècle qu'ont été le nazisme et le stalinisme. On peut souhaiter de tout notre cœur qu'elle ne se reproduiront plus et inventer contre elles quelques protections. Mais il n'y a hélas pas d'intelligence collective de ces tragédies qui puisse nous enseigner un art de nous en protéger définitivement.

S'il n'y a ni sens de l'histoire, ni enseignement par l'histoire, alors quoi ? *Il y a la vie « avec l'histoire »*. C'est un programme beaucoup plus laïc. Réexaminer la Révolution française, par exemple, comme l'a fait François Furet, c'est la dé-statufier, libérer les Français de ses mythes et de ses slogans. Le veulent-ils ? Ce n'est pas sûr. La question a été ouverte mais elle n'est pas close. Je trouve en tout cas passionnant que le débat ait lieu. Je le vois comme un signe de ce que j'appelle « vivre avec l'histoire » au lieu de vivre sous sa chape.

Un débat similaire a lieu aux Etats-Unis : le caractère écrasant des « pères fondateurs » et de leur Constitution est critiqué. Ne faudrait-il pas remettre un peu d'air dans tout cela, « dé-historiser » un peu la vie collective ?

Et en Allemagne ! Ai-je besoin de vous dire combien le projet de « vivre avec l'histoire » est brûlant ?

En Suisse, notre débat historique, encore assez timide à mon avis malgré l'énorme polémique sur la Seconde guerre mondiale, est aux prises avec **une question d'importance** : comment, au cœur d'une Europe pacifiée où dominent les principes d'ouverture et de collaboration, s'arranger d'un récit national exclusivement centré sur les manifestations d'indépendance, de neutralité et de refus d'alliance ? Si l'histoire qu'on enseigne aux enfants est la répétition rituelle de cette grande geste d'une nation qui a réussi parce qu'elle a su garder son quant-à-soi, comment s'intégreront-ils dans l'histoire européenne ? Cette histoire-là n'encombre-t-elle pas un peu trop le présent ?

Je fais ici une hypothèse qui mérite discussion : le choix que font de nombreux professeurs d'histoire dans les écoles suisses d'enseigner quantités d'histoires hors de tout manuel ne tient-il pas à leur propre malaise face à l'histoire nationale ? Et ce malaise ne mérite-t-il pas au moins une enquête ? Je dis bien une enquête, pas une conclusion.

En Russie, en Europe orientale, en Chine, comme si le communisme avait enfermé trop longtemps les passions, c'est à une soif d'histoire que l'on assiste, comme si l'histoire pouvait justifier tous les désirs d'aujourd'hui. Regardez cette Serbie qui en réfère à une bataille du XIV^e siècle pour revendiquer sa souveraineté absolue sur le Kosovo. Regardez ces nationalistes russes qui rêvent de reprendre Constantinople. Regardez ces Chinois qui remontent à la première dynastie de Kubilai Khan pour garder le Tibet.

Il n'est pas sûr que cette façon d'instrumentaliser le dieu Histoire tienne la route devant les demandes des sociétés qu'on cherche ainsi à contrôler. Mais pour l'instant, elle existe, assez dangereuse à mon avis.

Elle est en tout cas une bien piètre parade à l'incertitude fondamentale qui est notre lot à tous. Quand il annonçait «la fin de l'histoire», Francis Fukuyama avait en tête la fin de l'opposition entre la démocratie et le communisme, le seul système qui avait été conçu comme une alternative. Mais cette fin-là de l'histoire

nous laisse avec les incertitudes de la démocratie, devenue l'horizon indépassable de notre temps. Même les dictateurs, aujourd'hui, se font élire ! Or la démocratie ne met pas fin aux passions. Peut-être même, si on lit bien Tocqueville, les encourage-t-elle. Ainsi, l'histoire continue, et nos questions aussi.

« Wertewandel und seine Konsequenzen bei unserer Jugend »

Ruth Meyer - Schweizer, emeritierte Professorin für Soziologie an der Universität Bern

Ich möchte im Folgenden mein Thema in vier Abschnitten behandeln: ausgehend von einigen theoretischen Vorbemerkungen, möchte ich einiges sagen über den einschneidenden Wertewandel in den siebziger Jahren des letzten Jahrhunderts, dann konkret ein Bild unserer Jugend heute entwerfen und mit ein paar zusammenfassenden Sätzen schliessen.

1. Theoretische Vorbemerkungen

In den achtziger und früheren neunziger Jahren gab es nicht nur in der schweizerischen Öffentlichkeit, aber auch in dieser eine oft recht aufgeregte Diskussion um den Komplex dessen, was man als Wertewandel wahrnahm, und es war dabei nicht selten auch hierzulande von Wertezerfall und auch von Werteverlust die Rede. An dieser Diskussion hat sich auch damals die Neue Helvetische Gesellschaft beteiligt.

Inzwischen sind diesbezüglich, wenn ich recht sehe, einige Beruhigung und pragmatische Nüchternheit eingetreten. Einen zentralen Stellenwert muss sich die Thematik natürlich gerade auch angesichts der Globalisierung und des überaus schnellen strukturellen Wandels, wie Sie sie in Ihrer Tagungsankündigung auch ansprechen, erhalten, und die Chance ist heute sicher grösser als vor zwanzig oder fünfzehn Jahren, dass wir uns ihr auch sachlich unideologisch und unaufgeregt annähern können. Jedenfalls bietet uns heute auch die sozialwissenschaftliche Forschung dazu reichlich Material.

Es ist allerdings keine akademische Spitzfindigkeit, wenn wir zu Beginn nachdrücklich betonen, dass gerade auch bei allem Reden über Werte und Wertewandel der Definitionsfrage höchste Dringlichkeit zukommt – und dies gilt für alle Beteiligten, seien ihre Anliegen primär wissenschaftlicher oder nicht-wissenschaftlicher Natur. Ich betone dies so eindringlich, weil hier ein erheblicher Begriffswirrwarr üblich ist. Werte sind zweifellos grundlegende und unausweichliche abstrakte Elemente der menschli-

chen Sinn- und Handlungsorientierung, welche die Transzendierung des Hier und Jetzt erst ermöglichen. Sie betreffen das, was uns in allen möglichen Lebenssituationen lang- oder kurzfristig *wichtig* bzw. *unwichtig* ist. Sie sind damit zu unterscheiden insbesondere von Normen als spezifischen Wert-konkretisierungen bis hin zu den Rechtsnormen, aber auch von den anderen Sinnorientierungskomponenten wie Einstellungen/Attitüden, Interessen oder Elementen des Wissens. Werte sind niemals als Einzelgrössen zu verstehen, sondern immer nur als Komplexe verschiedener Werte in ihrem situational unterschiedlichen, mehrdimensionalen und oft konfliktreichen Bezug zu einander. Das bereitet auch der Wissenschaft bis heute erhebliche Probleme. So haben Wertehierarchien nur sehr beschränkte Aussagekraft. Es macht aber durchaus auch Sinn zwischen Werten als übergeordneten Zielen und solchen der mehr konkreten Handlungsorientierung zu unterscheiden. Letztere werden häufig auch als Sekundärtugenden bezeichnet und auf deren Wandel hat sich realitäts vor allem die leidige Rede vom Werteverlust bezogen. Denken Sie nur an die viel Ärger verursachende Thematik der Höflichkeit! Werte werden in allen formalen und informellen Bildungsprozessen, in der Auseinandersetzung mit der Umwelt also, lebenslang gelernt und bei raschem Wandel dieser Umwelt in ihrer inhaltlichen Ausgestaltung oder auch in ihrer Priorisierung geändert. Und schliesslich noch eine letzte Anmerkung in diesem Versuch theoretischer Klärung: Werte- und Strukturwandel sind wechselseitig in einander verflochten, sie bedingen und befördern sich gegenseitig. Hier gilt häufig auch das Prinzip der Gleichzeitigkeit des Ungleichzeitigen.

2. Wertewandel in den siebziger Jahren

Empirisch gut belegt ist mittlerweile das Phänomen eines grundsätzlichen und einschneidenden Wertewandels in den westeuropäischen Ländern der späteren sechziger und siebziger Jahre des letzten Jahrhunderts – die osteuropäischen Länder gehen seit dem Zusammenbruch der totalitären Regime in die gleiche Richtung. Bei allen verbleibenden soziokulturellen Unterschieden im Einzelnen vermochte sich hier überall ein Wertekomplex der langfristigen Zielorientierung in der breiten Bevölkerung deutlich

durchzusetzen, dessen Ursprünge zum Teil in die griechische Antike zurückreichen, und der sich im Verlauf der europäischen Geschichte ausformte und spezifizierte, diese Geschichte auch in vielerlei Hinsicht bestimmte, aber, was die breite Bevölkerung betrifft, lange doch recht elitär blieb. Zu diesem Wertekomplex gehören vor allem Freiheit, Autonomie und Selbstverwirklichung, Innerlichkeit und Hochschätzung des alltäglichen Lebens, die Akzeptanz von Pluralität, das heißt eine aktive Toleranz im Sinne des Ertragens von Differenzen – auch im Sinne der Gleichheit und Gleichwertigkeit und der entsprechenden Zuwendung zum anderen Menschen im Dialogischen. Zu diesem Wertekomplex gehört auch ein Verständnis von Rationalität, das sich nicht auf Zweckrationalität reduzieren lässt. Auch die Friedensthematik bekommt in diesem Zusammenhang neuen Auftrieb.

Schlagwortartig könnte man sagen, dass grundsätzlich nun die Werte von Aufklärung und französischer Revolution dominant zu werden vermochten. Abgelöst bzw. in den Hintergrund gedrängt – natürlich nicht vernichtet, aber in den Raum des Weniger oder Unwichtigen abgedrängt – wurde der vorher dominante Wertekomplex, der sich aus Werten der Akzeptanz, der Konformität und Traditionalität konstituierte. In diesem Zusammenhang fanden fundamentale Säkularisierungsprozesse statt – nicht, wie wir auch in der Wissenschaft erst im Nachhinein lernten, im Sinne von Abschaffung von Religion und Religiosität, aber im Sinne der Hinterfragung aller institutionellen Autoritäten, sei dies in Kirchen, Familien, der Wirtschaft oder auch der Politik. Alle Autorität – sei sie personeller oder sachlicher Art, wie etwa Normen – wird nun hinterfragbar und muss sich und ihr Tun bzw. ihre Folgen immer wieder legitimieren, will sie Bestand haben. So ziemlich alles wird dadurch relativ und das ist auch gut und funktional so. Denn ermöglicht und beschleunigt wurde dieser Wandel durch die Umbrüche nach dem Zweiten Weltkrieg auf allen ideellen, politischen, wirtschaftlich-technologischen und allgemein gesellschaftlichen Ebenen. Dadurch eröffneten sich immer mehr Gesellschaftsmitgliedern neue Möglichkeiten, dadurch auch vervielfachte sich das Sinndeutungsangebot, dadurch aber wurde der Einzelne immer mehr in die Selbstverantwortung genommen und wird von ihm mehr und mehr Flexibilität und Mobilität, Entscheidungsfähigkeit und Selbstorientierung verlangt. Und dies alles hat sich bekanntlich mit der weiteren Technisierung, der Informatisierung und Globalisierung (sie durchaus nicht nur zu verstehen im wirtschaftlichen Sinn, wie dies häufig geschieht) seit den siebziger Jahren des letzten Jahrhunderts noch gewaltig verstärkt. Dies alles führt nun zum Teil auch zu einer Sinndeutungsnot und zu grundlegenden Orientierungsunsicherheiten und damit auch zur Anfälligkeit für rückwärtsgewandte Utopien.

Ein schwer zu handhabendes Problem, das aber in einer modernen – oder meinetwegen auch postmodernen – Welt, ich selbst mag den Begriff allerdings gar nicht, nicht vom Tisch zu wischen, nicht wegzudiskutieren und nicht zu überwinden ist, liegt darin, dass die mit dem neu dominanten Wertekomplex verknüpften Werte im Gegensatz zu den früheren sehr viel definitionsoffener sind und situationsbedingt immer wieder demokratisch und dialogisch neu ausgehandelt werden müssen. Das ist mühsam und führt auch zu vielen Konflikten und Überforderungen. Es ist deswegen nicht erstaunlich, dass Bildungsunterschiede im Hinblick auf den Umgang mit dieser Welt in allen ihren Facetten und damit auch ihren grundlegenden Werten immer deutlicher alle anderen demographischen Unterschiede, etwa zwischen Alt und Jung, zwischen Männern und Frauen usw. übersteigen. Unter all den vielen Bezeichnungen zur Charakterisierung unserer Gesellschaft ist sicher diejenige von der Wissensgesellschaft oder besser der Bildungsgesellschaft die sinnvollste.

3. Wertewandel und die heutige Jugend in der Schweiz

Ich hoffe, wir haben nun eine genügend klärende Grundlage, um einen Blick auf unsere heutige Schweizerjugend zu werfen. Ich ziehe dabei Daten heran, wie wir sie gerade in einem Team vergleichend für die Zwanzigjährigen der Jahre 1979, 1994 und 2003 ausgewertet haben – das Buch erscheint demnächst in der ch-x Reihe. Ich werde Sie nicht mit Tabellen langweilen, sondern versuchen, Ihnen einen zusammenfassenden Überblick über einige mir wichtig erscheinende Ergebnisse im Allgemeinen und dann in den Bereichen Familie, Arbeit und Politik zu geben. Der oben skizzierte Wertewandel lässt sich auch bei den Jugendlichen von 1979 bereits deutlich ablesen. So finden sich traditionelle Werte, Werte der Akzeptanz, also etwa des Gehorsams oder einer stabil vorgegebenen Ordnung, aber auch Werte der Geschichtlichkeit im Sinne von: es war immer so und so ist es auch richtig weit abgeschlagen im Hintergrund, wogegen Werte von Freiheit und Autonomie, von Gleichheit und Mitmenschlichkeit sowie auch Toleranz deutlich in den Vordergrund gerückt sind. Über die drei untersuchten Perioden hinweg ist grundsätzlich viel Stabilität zu beobachten. Nach dem beschriebenen Wandelsschub der 70er Jahre auf der grundlegenden Sinngebungsebene zeigt sich diesbezüglich nicht mehr grundsätzlich Neues – trotz der raschen Beschleunigung im sozistrukturellen Bereich. Der Weg wird langsam weiter beschritten und seither geht es vor allem um Umsetzungsfragen. Lebensfragen mit stärkerem Ich-Bezug haben gegenüber solchen mit mehr philosophischem Charakter an Bedeutung etwas gewonnen. Die überwiegende Mehrheit unserer heute Zwanzigjährigen blickt zu-

versichtlich in die eigene Zukunft und fühlt sich auch in der Schweiz wohl. Unsere Jugendlichen zeigen sich mehrheitlich recht pragmatisch und auch zielsstrebig.

Wenn wir uns nun konkreten Lebensbereichen zuwenden, so fällt zunächst eine ausserordentlich hohe Familienorientierung auf. Die Herkunftsfamilie ist – trotz aller ihrer strukturellen Veränderungen – für diese Jugend heute eher noch stärker als zuvor Hort der Geborgenheit und der Vorspurung von Lebensmöglichkeiten. So möchte die grosse Mehrheit auch ihre Kinder nicht anders erziehen, als sie selbst dies erfahren haben und von einem Generationenkonflikt ist nicht das Geringste zu spüren. Aber, und da wird die Familienbindung natürlich fragwürdig: parallel etwa zur Pisa-Studie haben auch wir den überaus engen Zusammenhang von elterlicher Bildung und Bildungschancen der Kinder in der Schweiz feststellen müssen. Trotz aller Bemühungen hat dieser zwischen 1994 und 2003 nur leicht abgenommen.

Was die berufliche Arbeit betrifft, so war und ist unsere Jugend durchaus leistungsorientiert. Nur eine kleine Minderheit würde nicht beruflich tätig sein wollen, wenn sie aus anderen Quellen genügend finanzielle Mittel hätte, das heisst aber nicht, dass die berufliche Arbeit an Wichtigkeit über allen anderen Lebensbereichen stünde. Sie figuriert im Mittelfeld und neben der Familie, sowie auch den Freunden wird auch der Freizeit höheres Gewicht beigemessen. Die berufliche Arbeit trägt – natürlich – zur Sinngabe und Strukturierung des Lebens bei, nimmt aber nach verbreiteter Meinung zeitlich zuviel Raum ein (Teilzeit!).

Motivationsfördernd sind für unsere Jugendlichen vor allem auch emotionale Faktoren am Arbeitsplatz wie das Arbeitsklima, aber auch das Verhältnis zu den Vorgesetzten und danach – stark bildungsabhängig – auch die Weiterbildungsmöglichkeiten. Materielle Aspekte erscheinen als weniger wichtig, obwohl bei ihnen – sicher auch bedingt durch die öffentliche Diskussion zwischen 1994 und 2003 eine leichte Zu-

nahme festzustellen ist. Nachdenklich stimmen muss – auch – in diesem Zusammenhang die dominante Sicherheitsorientierung. Über den ganzen Untersuchungsraum hinweg – also auch heute – gehört die Sicherheit des Arbeitsplatzes zu den Spitzenwerten beruflicher Arbeit. Das mag psychologisch verständlich sein, entspricht aber sicher nicht den realen Gegebenheiten auf den heutigen Arbeitsmärkten. Entsprechend erscheint diese Jugend auch als recht flexibilitäts- und mobilitätsscheu, und auch ihre Bereitschaft zur Verantwortungsübernahme in beruflichen Zusammenhängen lässt meines Erachtens sehr zu wünschen übrig. Hier tun sich Bildungsdefizite auf, die es ernst zu nehmen gilt.

Trotz all unseres Stolzes auf die demokratischen Errungenschaften der Schweiz und auf ihre Tradition war und ist die Politik nach wie vor für unsere jungen Erwachsenen nur eine Nebensache. Weniger als ein Zehntel misst dem öffentlichen Leben im Vergleich zu anderen Lebensbereichen hohe Wichtigkeit zu. Darüber hinaus ist das politische Interesse heute mehr als früher aktualitäts-, ereignis- und medienorientiert und damit auch mehr zyklischen Schwankungen unterworfen – und auch anfälliger nicht zuletzt für rückwärtsgewandte Utopien. Man ist auch vermehrt bereit, unkonventionelle politische Mittel für politische Ziele einzusetzen. Forderungen nach Sicherheit und nationaler Identität liegen im Aufwind. Damit hat auch die Öffnungsbereitschaft generell abgenommen. Einmal mehr zeigen sich aber auch hier grosse Bildungsunterschiede. Verstärkt hat sich generell eine *instrumentelle* Sicht des Gemeinwesens.

4. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass wir gut daran tun, unsere Jugend nicht nach oberflächlichen Vorurteilen einzustufen, sondern sie vertrauensvoll auf eine flexiblere und offenere Auseinandersetzung mit den Anforderungen unserer modernen Welt vorzubereiten. Die Basis ist gut, aber auch die Herausforderung gross.

«*Sfidas per oz e damaun Quant lunsch han noss ideals sa midads?*»

DA GUIU SOBIELA-CAANITZ

Tge temp è quest nua ch'ina partida politica gronda intimescha ad ina cussegliera federala elegida democraticamain da sa retrair aifer gnanc in'emna? Tge temp è quest nua che lezza magistrata sto de-sister da far part d'ina festa folcloristica en il center economic dal pajais pervi da smanatschas fitg

grevas encunter sia persuna? Quai ha declerà Christiane Langenberger, parsura da la «Nova societad helvetica (NSH) / Scuntrada svizra», cun avrir il forum da quella uniun en la Chasa da congress a Bienna. Quels schabets nundits han confermà a moda spectaculara il tema da l'occurrenza: «Midada da valurs en Svizra; tge sfidas oz e damaun?» L'invit tu-nava: «En Svizra vivainsa en in mund globalisà ch'influenzescha bleras domenas; l'economia è adina pli entretschada tranter pajais, umans ed instituziuns vegnan adina pli movibels, las culturas adina pli multifaras, e noss mintgadi sa splexa cun ina tecnica ordwart sviluppada. Co reagescha noss stadi pitschen

cun ses grond bainstar a lezzas midadas (...)? Nossa cultura politica (...) fraina las proceduras da decisiun; (...) è'la adattada per in temp che pretendia adina d'apli conclus ed acziuns sveltas? » Il coc da l'arranschament eran ils traïs referats da l'antérieur derschader federal *Thomas Pfisterer*, da la schurnalista *Joëlle Kunz* e da la sociologa *Ruth Meyer-Schweizer*. Lura han quatter personalitads numnà lur atgnas valurs, ma questa part ha plitost trumpà.

La valor dal dretg

La Quotidiana dals 3 da mars 2008 ha rapportà manidlamain d'in referat da Giusep Nay, antérieur president da la Dretgira federala, davart la Svizra sco stadi da dretg. En lez reguard stat Pfisterer sin la medema lingia che ses antérieur collega da Losanna. En ses referat da Bienna ha'l mussà ch'ins sa arrivar a la medema conclusiun per duas vias differentas. Pfisterer insistescha cun passiun sin la relevanza essenziala dal dretg sco fundament istoric da la libertad individuala e dal bain da la cuminanza. La brev federala che ha fundà la Svizra sa basava sin la tradiziun giuridica da l'Occident. La pasch ed il bainstar che nus enconuschain oz derivan da la libertad sco bain giuridic, la quala ha era fundà la liberaziun da plis pajais europeics suenter decennis da squitsch sovietic. Ma la midada d'ideals sforza da reveder normas giuridicas; Pfisterer ha menziunà dumondas spinusas sco la protecziun da la gravidanza e l'assistenza al suicid. L'uman vegn sragischà e sbittà enavos sin l'atgna individualitat; documents da dretg taschen-tan dumondas essenzialas, per exempl l'Europa che n'è gnanca menziunada en nossa constituziun federala. Sco saivs da segirtad vanzan anc adina l'atgna responsabladad, la giustia sociala e la protecziun da la libertad da l'uman cunter tschels e cunter il stadi. Pfisterer ha lur intunà la relevanza dal dretg internaziunal, basa da nossa independenza naziunala. Quest onn ed ils onns vegnents dastgainsa e stuainsa vuschar davart iniziativas federalas populistas che mettan en dumonda la supremazia dal dretg internaziunal. Perquai ha Pfisterer, ensemble cun auters experts da giurisprudenza, fundà l'uniu « Noss dretg » che vul defender l'urden giuridic encunter l'arbitrariadad empè da laschar ch'i tuna.

Viver cun l'istorgia

Joëlle Kunz, schurnalista da « Le Temps » (Genevra) ed autura d'in manual d'istorgia svizra, ha descrit insaquants daletgs e rampigns che spetgan tgi che s'occupa dal passà confederà. In emprim è la conquista bernaisa da Vad 1536, mitigada da l'istoriografia helvetista tradiziunala; Kunz manegia ch'ins na dastgia betg taschentar la violenza bernaisa da lezza giada e che la citad da l'Aare haja cun intenziun sbassà la relevanza economica da Losanna. Quai dastg'ins dir oz en la citad bernaisa da Bienna.

La discussiun davart la seconda guerra mundiala e davart il rapport Bergier ha renovà nossa visiun da quels onns, cumprovond ch'i dettia adina ina dimensiun politica en l'interpretaziun istorica. Oz n'en las istorgias naziunala mai pli mo naziunala; quai ans gida d'ans chapir nus sezs en nossa relaziuns cun tschels. Ins duaja viver cun l'istorgia, ma ina fixaziun memia ferma sin l'agen passà po impedir da far frunt a las sfidas d'oz; uschia en Serbia, nua che las regurdiantschas dal 14avel tschientaner balcanic trainan la renconuschienscha da la realitat en Cosova. La referenta manegia ch'i dettia in malessier da l'istorgia naziunala svizra perquai che questa surchargia il preschent.

Suenter la vieuta dals onns settanta

La terza referenta, Ruth Meyer-Schweizer, è professuressa pensiunada da sociologia a l'Universität da Berna. Ella ha fundà sias externaziuns sin la vieuta dals ideals en l'Occident dals onns settanta dal tschientaner passà. Las parolas da lezza giada avevan num « libertad », « autonomia », « igualdad », « adualidad », « realisaziun da sasez », « pluralism », « pasch » e « scleriment ». Durant ils onns ottanta e novanta han ins discutà cun agitaziun davart valurs, lur svilup e lur sgurdin. En ils davos onns han retschertgas revelà in maletg da la giuventetgna che dat da patratgar areguard sia abladad da far frunt a las sfidas d'oz. La referenta ha resumà ils resultats, relevond ina ferma orientaziun vers la famiglia, in basegn da segirtad, pauca pronteza da ristgar, pauca scolaziun civica ed ina predisposizion ad acceptar utopias. Oz perencunter pretend'ins flexibladad e spiert avert. Cun questa remartga sceptica ha Ruth Meyer serrà l'emprima part da l'occurrenza. Il public, « surpavlà » cun patratgs e fatgs novs, ha finalmain pudì sa recrear cun ina marenda abundanta e baratar impressiuns tranter conumans.

Tge è impurtant oz?

En la seconda part ha Werner Hadorn, editur da la gasetta bilingua « Biel – Bienne », supplitgà quatter personalitads svizras da numnar lur traïs valurs principalias. Preditgant Franz Christ (Basilea), parsura da la « Solidaridad protestanta svizra », ha respondì cun: « Cretta, speranza ed amur », cuss. naz. Martine Brunschwig Graf (Genevra), cun: « Libertad, responsabladad e respect » en il senn da ses babuns gidieus alsazians, Jean-Frédéric Jauslin, chef da l'Uffizi federal da cultura, cun: « Umanissem, creativitat e varietad culturala » e cuss. naz. Hans Stöckli, president da la citad da Bienna, cun: « Libertad, igualdad e fraternitat ». Tgi che vegn en sia citad po sa persvader ch'i regia là igualdad perfetga tranter ils linguatgs dals dus districts limitrofs, il franzos da Courtelary ed il tudestg da Nidau. Ma ils quatter defensurs da las valurs, sco il rest dal public, eran stanguels suenter ils traïs refe-

rats pretensius ch'i avevan dudì cun gronda attenziun. Perquai n'èsi betg vegnì a la gronda discussiun al podi ch'ins spetgava. Impressiun ha dentant fatg ina remartga finala dal «bab da la citad», il qual enconuscha a fund ils problems dal pluralissem; Ricardo Lumengo, l'emprim e fin ussa sulet cusseglier naziunal da derivanza africana, stat a Bienna. Stöckli ha menziunà ses dus viadis en l'Egipta; l'emprim ha'l fatg cun 21,

il segund l'onn passà. Tar l'emprim notav'ins strusch la religiun da la glieud, tar il segund perencunter eri cler che quella mussava a moda e maniera multifara sia apparteignentscha a l'islam. Stöckli ha pia relevà l'urgenza d'ina discussiun seriusa davart l'integraziun dals muslims en Svizra (bunamain in mez milliun). Quest fervent giavisch saja fatg endament als organs cumpetents da la NSH.

Symposium vom 10.04.08 zur Langenthaler Rede von Pestalozzi

Christiane Langenberger, Alt. Ständerätin

Als Präsidentin der NHG/TS, muss ich Ihnen zu allererst etwas gestehen: erst dank diesem Erinnerungsanlass habe ich vernommen, dass Johann Heinrich Pestalozzi Präsident der Helvetischen Gesellschaft war, dass er demnach ein Vorfahre unseres heutigen Vereins ist.

Es freut mich ganz besonders, Ihnen kurz über die Anliegen der Neuen Helvetischen Gesellschaft / Treffpunkt Schweiz zu berichten. Ich möchte mich über die inhaltliche Kontinuität äussern, denn es wird wohl auch Sie interessieren zu erfahren, in wiefern wir dem Vermächtnis von Pestalozzi treu geblieben sind.

Wenige Jahre nach der Gründung des Bundesstaates von 1848 löste sich die Helvetische Gesellschaft auf, die sehr viel zu dieser Staatsgründung beigetragen hatte. Erst kurz vor dem ersten Weltkrieg erinnerten sich einige junge Männer an den Geist der Helvetischen Gesellschaft des 18. und beginnenden 19. Jahrhunderts und gründeten die Neue Helvetische Gesellschaft. Ihr Ziel war es, die erneut aufbrechenden Gräben in der Schweiz zu überbrücken und mitzuhelfen, soziale und regionale Spannungen zu lösen.

Les Rencontres Suisses in der welschen Schweiz (zu Deutsch: Treffpunkt Schweiz) entstanden nach dem zweiten Weltkrieg unter ähnlichen Prämissen.

Und nun, 50 Jahre später, fusionierte Ende 2006 die Neue Helvetische Gesellschaft mit Treffpunkt Schweiz, weil es offenkundig wurde, dass wir dieselben Ziele verfolgten. Ein Zusammengehen der beiden Organisationen und damit die Bündelung der Kräfte drängten sich demzufolge auf.

Beide Gesellschaften bemühten sich nämlich, die sprachlichen, kulturellen und politischen Grenzen zwis-

schen den verschiedenen Regionen in unserem Land zu überwinden, sich für die nationale Kohäsion einzusetzen und den Dialog über wichtige soziale und politische Themen zu führen.

Beide Organisationen publizierten Jahrbücher, Auszüge aus Symposien und Stellungnahmen zu aktuellen und nationalen Problemen.

Die in den letzten Jahren von der NHG und von TS in Veranstaltungen oder Publikationen behandelten Themen sind ein Zeugnis dafür, dass wir das Erbe der Helvetischen Gesellschaft nicht vergessen, aber es der heutigen Zeit angepasst haben: wir haben versucht, sowohl die Errungenschaften unserer Vergangenheit wie die Probleme der Zukunft zu beleuchten und für tragfähige Lösungen zu nutzen. Hier einige Beispiele unserer letzten Publikationen:

- *Die multikulturelle Schweiz*
- *Föderalismus hat Zukunft*
- *Aktive Bürgerschaft oder passive Bevölkerung*
- *Nationalismen*
- *Unsere Nachbarn am Weg der Schweiz*
- *Die Schweiz und die wirtschaftliche Integration Europas*
- *Zwischen Selbstverwirklichung und Solidarität*
- *Staat im Wandel*
- *Grundbedürfnisse und Service Public*

Heute sind wir mehr denn je überzeugt, dass es unentbehrlich ist, in einer Zeit polarisierender Auseinandersetzungen ein Forum der Diskussion und der Besinnung zu erhalten, um damit den Gemeinsinn zu fördern und ganz allgemein zum Gemeinwohl beizutragen.

Wir sind politisch neutral, was uns nicht hindert, son-

dern sogar verpflichtet, politische heikle Themen anzugehen.

Unsere Demokratie bedeutet ja auch, stets offen zu sein für Neues. Sie erlaubt, ja begünstigt die permanente Erneuerung.

Letztes Jahr widmeten wir uns auf nationaler wie regionaler Ebene dem Thema der Integration.

Und nun will es der Zufall, dass wir vor 2 Tagen ein Forum der Problematik des Wertewandels in unserer heutigen Gesellschaft gewidmet haben. Unsere Demokratie basiert auf einem Werteverständnis, das in unserer Verfassung verankert ist und dem wir uns verpflichtet fühlen. So wollen auch wir zeitlose Werte hochhalten und die heutige kurzfristige, besonders auf Konsum, Schein und Reichtum ausgerichtete Entwicklung hinterfragen. Wir möchten eigentlich noch von Weisheit, Mut und Tapferkeit, von Bürger- und Freiheitssinn reden dürfen.

Gleichzeitig leben wir aber heute in einer globalisierten Welt, deren Einfluss auch in unserem Land in vielen Bereichen spürbar ist: die zunehmende internationale Verflechtung der Wirtschaft, die grösste Mobilität von Menschen und Institutionen, die damit verbundene Vielfalt der Kulturen, ferner die hohe Technisierung bis hinein in den Alltag führen zu einem Wertewandel in unserer Gesellschaft, der sich auch in der Mentalität der einzelnen Menschen bemerkbar macht. In einer lebendigen Gesellschaft müssen wir uns den Herausforderungen neuer Wertvorstellungen auf politischem, wirtschaftlichem, sozialem, religiösem und kulturellem Gebiet stellen. Wir müssen für unsere Zukunft wichtige

Fragen aufnehmen, die auf unsere nationale Kohäsion Einfluss haben werden.

- Als Folge der wirtschaftlichen Globalisierung werden die Beziehungen von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft neu gemischt und scheinen manchmal aus den Fugen geraten zu sein. Diktieren der Weltmarkt in zunehmendem Masse politische Entscheidungen? Sinken damit die Handlungsspielräume politischer Entscheidungsträger und Behörden? Werden mehr und mehr die wichtigen gesellschaftlichen Entscheidungen in den Chefetagen der Grosskonzerne gefällt?
- Die NHG will dazu beitragen, dass es unserem Land weiterhin gelingt, dank gut funktionierenden Institutionen, einem ausgeprägten Sinn für Bildung, Forschung und Innovation, dank qualifizierter Arbeit und sozialem Frieden, ein gewisses Augenmaß zu bewahren und damit auch Vertrauen zu schaffen.
- Wir wollen unseren im Wandel stehenden Staat in wichtigen Entscheidungen begleiten.
- Wir wollen aber auch zu gewissen Werten zurückfinden: der Sinn für eine kritische, aber auch konstruktive Auseinandersetzung darf uns dabei nicht verloren gehen.
- Nur wenn der Rechtsstaat auf demokratischen Institutionen und Verfahren beruht, stellt er mehr als eine rein formale Garantie der Freiheit der Bürger dar.
- Die Souveränität des Rechts und der Gerechtigkeit ist weiterhin für uns ein oberstes Ziel.

« La neutralité : passe-partout de la politique étrangère suisse ? »

Bénédict de Tscharner, Genève, ancien ambassadeur de Suisse

Le Groupe vaudois des Rencontres Suisses – Nouvelle Société Helvétique a choisi le thème de la neutralité suisse comme fil conducteur pour ses conférences de 2008. Dans ma causerie du 24 avril 2008, à Lausanne, au Centre Général Guisan, j'ai eu l'occasion d'évoquer un certain nombre d'interrogations que m'inspire ce thème. En voici le résumé.

Pour commencer, je me suis permis d'affirmer, sur un ton sans doute quelque peu provocateur, que de tous

les instruments de la politique étrangère helvétique, la neutralité était probablement celui qui a la plus faible chance de jouer un rôle significatif dans les années à venir ou, autrement dit, de fournir une réponse à des défis internationaux auxquels la Suisse pourrait effectivement être confrontée.

Et pourtant, la neutralité est l'instrument de notre politique étrangère auquel les Suisses se disent le plus volontiers et le plus solidement attachés. Jusqu'à

neuf sur dix de nos concitoyens déclarent avoir une opinion favorable de la neutralité. On est tenté de dire que moins la neutralité joue de rôle dans le quotidien de la politique étrangère, quotidien qui est nécessairement fait de controverses et de choix, plus les gens s'y attachent, car la politique étrangère reste un domaine que beaucoup de Suisses ignorent ou alors observent avec une certaine inquiétude. Celle-ci, sans doute, est liée à la complexité de la situation dans laquelle le monde se trouve actuellement, à son rapide évolution aussi, bien plus qu'à une menace militaire, au sens classique du terme, à laquelle la Suisse serait, physiquement, exposée. Dans de telles circonstances, on cherche à se rassurer, on met en évidence des éléments identitaires traditionnels de notre vie nationale; la neutralité, indubitablement, fait partie de ces éléments-là – un label, une image, plutôt que du contenu.

En regardant de plus près, il faut, je pense, distinguer entre deux aspects de la neutralité. Il y a d'abord cette neutralité qui est un instrument de la politique de sécurité extérieure au sens strict et qui exprime le fait que la Suisse ne participe pas à des guerres entre Etats tiers, qu'elle assure sa propre défense et qu'elle ne fait partie d'aucune alliance militaire. Ainsi définie, la neutralité n'apporte pas vraiment de réponses aux défis sécuritaires de nos jours : elle ne nous aide très certainement pas à nous prémunir contre le terrorisme, par exemple, ou la criminalité organisée. Elle ne nous libère pas non plus de l'obligation, au moins morale, des Etats membres des Nations Unies ou de l'OSCE de participer à des opérations multilatérales de maintien ou de consolidation de la paix. On peut même faire sien l'avis que de telles participations – la «Swisscoy» au Kosovo, par exemple – appellent presque de préférence les pays qui se veulent neutres à fournir une contribution et que cela constituera, à l'avenir, la manière la plus intelligente, pour la Suisse, de faire travailler son armée, tout en contribuant à la grande tâche des Européens consistant à stabiliser les marches de leur continent.

Et c'est sans doute dans cette deuxième dimension que la politique de neutralité est volontiers comprise aujourd'hui: politique de la paix, bons offices dans des situations d'instabilité et de conflits internes ou externes, lutte pour les droits humains et la bonne gouvernance, travail humanitaire, etc. Certains parlent alors de «**neutralité active**». Mais c'est aussi là que la confusion sur la vraie signification du terme de neutralité risque de s'installer. En plaçant le label de la neutralité sur toute bonne action que l'on a trouvé à entreprendre, en scrutant l'horizon pour en dénicher d'autres encore, on sort bien d'une interprétation purement passive ou défensive de la neutralité, mais on risque aussi de perdre de vue, d'une part, le fait que la

politique étrangère doit rester en tout premier lieu une défense sans états d'âme des intérêts réels du pays et, d'autre part, certaines grandes priorités de l'action internationale de notre époque qui ont pour nom le développement durable, la lutte contre la faim et la pauvreté extrême, la lutte contre le réchauffement climatique, la non-prolifération des armes à destruction massive, les migrations sauvages, etc. Car, dans tous ces domaines, comme dans d'autres, la neutralité ne nous fournit pas vraiment de réponses. Ce qui est alors requis, c'est l'action concertée, efficace, de la communauté internationale, c'est aussi la générosité, et c'est le savoir-faire. Et là, bien évidemment, tous les Etats, neutres ou non, sont appelés à rassembler leurs moyens et leur bonne volonté.

L'attachement, compréhensible, des Suisses à la neutralité joue aussi un rôle ambigu dans la **politique européenne**. Si l'on accepte le fait que la Suisse fait aujourd'hui partie intégrante de l'espace économique continental formé par l'Union Européenne et ses voisins, c'est bien là, dans la défense de ses intérêts économiques et politiques vis-à-vis de Bruxelles, que l'on trouve les principaux défis de notre politique étrangère. Dans ce contexte, la neutralité ne nous fournit évidemment aucune réponse concrète, si ce n'est qu'elle est prise, par certains, comme un prétexte pour prôner une politique marquée par un souverainisme d'une autre époque. Formellement, les 120 accords bilatéraux conclus avec l'Union jusqu'à ce jour – dont une vingtaine d'une grande importance – permettent de sauvegarder une autonomie formelle certaine. Mais cette politique a l'inconvénient majeur de nous placer devant des choix cornéliens : ou bien «copier – coller» encore et encore les solutions européennes, sans avoir participé à leur élaboration, ou alors renoncer à l'élimination des obstacles et à la mise en place de conditions de concurrence qui nous permettent de rester à un niveau d'intégration comparable aux autres pays européens. Le bilatéralisme actuel, malheureusement, ne peut être autre chose que ponctuel, statique et fragile. Et surtout, il ne nous permet pas d'apporter des contributions créatives au développement de notre propre continent.

En réfléchissant au sens de la neutralité, nous nous trouvons donc en face d'une problématique complexe qui nourrira sans doute encore bien des débats. Mais je reprends ma phrase du début, à savoir que la neutralité ne nous aide pas vraiment à voir clair dans ce travail d'approfondissement de nos relations extérieures. Il ne s'agit, certes, pas de l'abandonner dans un geste théâtral. Ce serait même contreproductif. Il faut plutôt lui adjoindre un autre principe, positif celui-là, qui, à mon avis, doit être la participation la Suisse à la création et au façonnement des conditions cadres de la vie des peuples sur le plan européen, mais aussi

mondial, une participation non pas marquée par le suivisme, mais qui nous offre les droits et la place qui conviennent à un pays de l'importance de la Suisse, autrement dit: la **co-responsabilité**. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le conseiller fédéral Max Petitpierre, soucieux de donner une image plus positive de la Suisse qui sortait quasiment indemne du

conflit, ajoutait le terme de «solidarité» à celui de «neutralité»; il avait à l'esprit essentiellement l'action humanitaire. Aujourd'hui, dans un monde et surtout dans une Europe bien plus intégrés, marqués par la globalisation et l'interdépendance, ce côté positif doit prendre une dimension plus fonctionnelle et plus politique.

Wenn's an die Fundamente geht

In den ersten Februartagen ist die Edition 2007/2008 des nunmehr von der NHG/TS herausgegebenen Jahrbuches (mit minimen inhaltlichen Änderungen gegenüber der Vorankündigung) im Verlag Rüegger, Zürich und Chur erschienen. Der Band zählt stattliche 222 Seiten. Die Auflage konnte dank gesteigerter Nachfrage und Unterstützung auf über 1000 Exemplare erhöht werden. Der Buchhandelspreis beträgt 38.- Franken.

Das Buch befasst sich mit den Veränderungen, welche der schnelle Wandel unserer Lebensbedingungen selbst im Bereich der Identität der Schweiz mit sich bringt, sowie mit Fragen des eidgenössischen Zusammenhalts. 20 Autorinnen und Autoren haben bereitwilligst ihre Studien zur Verfügung gestellt. Es handelt sich um Professoren, darunter einen Nobelpreisträger, Regierungsmitglieder, einen Wirtschaftsführer, Journalisten und andere Kenner der behandelten Materien. Der ausgezeichnete Ruf unserer Gesellschaft ist der Grund zu dieser Bereitschaft zur Mitwirkung.

Wirft man einen Blick auf den Buchinhalt, so entdeckt man Aufsätze, die sich unter anderem abgeben mit der Entfremdung zwischen Wirtschaft und Bevölkerung, veränderten Wahrnehmungen der Identität der Suisse romande sowie unterschiedlichen

Reaktionen der Welsch- und der Deutschschweizer Geschichtsschreibung auf die Vorwürfe gegen das Verhalten der Schweiz im II. Weltkrieg. Die Probleme des Klimawandels und des Wirtschaftswachstums, der Vernachlässigung «unrentabler» Gegenden der Schweiz, des Ausspielen von Demokratie gegen den Rechtsstaat, des Weiterbestehens der kommunalen Milizverwaltungen sowie der Zukunft der Armee werden untersucht. Aber auch Erfolgsgeschichten werden bekannt gemacht: jene der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Bodenseeraum, jene eines humanitären Entminungspanzers aus der Schweiz, der Schweizer «Transkulturalität» und der St. Galler Integrationspolitik. Schliesslich kommen auch Fragen des inneren Friedens und des Ausgleichs zur Sprache – nämlich das sensationelle neue Bündner Sprachen- und Minderheiten-Schutzgesetz, sehr ausführlich der Islam in der Schweiz und der Erfolg eines schweizerdeutsch-französischen Wörterbuchs.

Eine freiwillige Equipe von 13 Personen, fast alle Mitglieder der NHG/TS, hauptsächlich der Gruppe Winterthur, hat, zusammen mit sechs individuellen und zwei institutionellen Geldgebern, zahlreichen anderen Spendern und dem Verlag das Werk in etwas über zehnmonatiger Arbeit zustande gebracht.

Roberto Bernhard

Helvetische (Un-)Gewissheiten

Die bewährte und verstärkte Jahrbuch-Equipe ist an der Arbeit, ein Projekt für eine erneute Publikation im ersten Quartal 2009 in Gang zu setzen. Sie möchte diesmal, wenn ihr Vorhaben zum Tragen kommt, einige Blicke auf die Verunsicherungen werfen, welche durch die zahlreichen raschen Veränderungen hervorgerufen werden, die unsere Zeit kennzeichnen.

Die Schweizer haben freilich schon immer in krisenhaften Situationen Methoden der Selbstvergewisserung entwickelt und durch bedeutende Persönlichkeiten Leitbilder entworfen bekommen für das, was ihre Eidgenossenschaft sein soll. Das erhoffte Jahrbuch 2009 soll jedoch nicht nur das in Erinnerung rufen, sondern auch einige gewichtigen Stimmen von heute Raum geben, um uns vorzustellen, was wir sind, was wir sein sollen und wohin wir gehen könnten.

Über diese generellen Überlegungen hinaus sollte aber auch versucht werden, sich über einige konkrete neuere Sicherheitsprobleme in verschiedensten Lebensbereichen bessere Klarheit zu verschaffen. Dass einige sprachpolitische Aspekte in das Buch gehören, hängt mit der allgemeinen Aktivität unseres Vereins zusammen. Schliesslich ist jedoch auch beabsichtigt, der Leserschaft noch Vergnügliches anzubieten. Dies soll im Bereich der Landeskunde stattfinden, in der einige Berichte über wenig Bekanntes, das aber überraschend und beeindruckend sein kann, in Aussicht genommen sind. Genaues über den Gang des Projekts kann später mitgeteilt werden.

Der Projektleiter: Roberto Bernhard

Insécurités et sécurisation helvétiques

L'équipe bien rodée qui crée l'annuaire a été élargie et s'affaire à préparer le projet d'une nouvelle édition pour le premier trimestre de l'an 2009. Cette fois-ci elle tentera, si le projet réussit, de jeter quelques regards sur les sentiments d'insécurité, engendrés par les nombreuses modifications, rapides, de nos conditions de vie qui caractérisent notre époque.

De tous temps les Suisses ont su développer - dans des périodes critiques - des méthodes pour se rassurer sur leur identité; des personnalités particulièrement douées ont su esquisser des lignes directrices pour notre Confédération. La tâche de l'Annuaire 2009, tel qu'il est envisagé, ne sera pourtant pas de se limiter à l'évocation de tout cela. Il s'agira de donner la parole à quelques auteurs particulièrement perspicaces parmi nos contemporains, afin qu'ils nous confrontent avec un portrait de ce que nous sommes, qu'ils esquissent

ce que nous devrions être et quel chemin vers l'avenir peut nous attendre.

Mais il ne faudra pas se limiter à ces réflexions d'ordre plutôt général. On présentera aussi, si possible, quelques nouveaux problèmes de sécurité tout à fait concrets dans divers secteurs de la vie publique, afin d'avoir une vue plus claire sur ce domaine. Les activités de notre association nécessitent aussi un examen de plusieurs aspects de la politique linguistique. Finalement, on ne veut pas priver nos lectrices et nos lecteurs d'un certain plaisir. On le cherchera du côté de la présentation des particularités propres à notre pays - souvent ignorées malgré le fait qu'elles soient surprenantes. On livrera bientôt des informations plus précises sur le contenu de l'Annuaire en cours de réalisation.

Rédacteur du projet: Roberto Bernhard

Tribune d'opinions

Wahlkarussell Bundeshaus

Unter diesem Titel* erschien vor den letzten Bundesratswahlen ein Buch von Silvio Bircher, ehem. SP-Regierungs- und Nationalrat aus dem Aargau.

Es konnte das letzte „Wahlkarussell“ vom 12. Dez. 2007, die wohl dynamischste Bundesratswahl aller Zeiten mit der Abwahl von Christoph Blocher, nicht mehr berücksichtigen. Indessen dürfte diese Episode den meisten Zeitgenossen noch in bester Erinnerung sein. NHG-Mitglied Bircher zeichnet in erster Linie das parlamentarische Umfeld jener Bundesratswahlen nach, die nicht reibungslos über die Bühne gingen. Ein erster entsprechender Höhepunkt war 1973, als das Parlament gleich drei nichhoffizielle Kandidaten (Ritschard, Hürlimann, Chevallaz) wählte. Weitere folgten 1983 und 1993, als die Bundesversammlung beide Male die offiziellen Kandidatinnen der SP nicht berücksichtigte, und 2003 mit der Wahl

Blochers in den Bundesrat und der Abwahl von Ruth Metzler. Auch der nichtfreiwillige Rücktritt der ersten Bundesrätin Kopp wird gewürdigt. Im übrigen geht Bircher auf die Eigenheiten unseres Regierungs- und Parlamentssystems ein (Konkordanzsystem, Kollegialprinzip, parlamentarischer Betrieb, Aussenpolitik), umschreibt die Rolle der Medien in der Bundeshauspolitik und beurteilt recht subjektiv die Arbeit und das Erscheinungsbild der sieben in der letzten Legislaturperiode amtenden Bundesräte. Das Buch wird besonders jene Staatsbürger interessieren, die nähere Einzelheiten über die parlamentarischen Abläufe zu erfahren wünschen.

*Martin Bundi, ehem.
Nationalratspräsident*

- Silvio Bircher, *Wahlkarussell Bundeshaus – umstrittene Bundesratswahlen und Schweizer Politik*, AT-Verlag, Baden

Des germanismes au «français fédéral» en passant par les anglicismes ou le «franglais»

Hildebert Heinzmann, lic. ès sc. éc.,
3963 Crans-Montana

En quoi consiste le «français fédéral»?

Chaque idiome ou chaque langue a ses spécificités. Lorsqu'on rédige un texte dans une langue en se laissant influencer par les modes d'expression d'une autre langue, on prive son texte des qualités de la première sans pour autant lui conférer celles de la

seconde. En Suisse, romande, nous courons ce risque notamment en substituant inutilement des germanismes et des anglicismes à des mots et expressions parfaitement clairs et définis par l'Académie française, ou par les dictionnaires « officiels », voire en nous accommodant de traductions littérales ou d'expressions dont l'usage est critiqué.

En bref, le «français fédéral» ou le «franglais» est un français écrit dans l'esprit de la langue allemande ou de l'anglais. Outre des tournures de phrases lourdes et des fautes de syntaxe, il en résulte des difficultés de compréhension, obligeant souvent le destinataire à reprendre la lecture du texte avant d'en comprendre le sens.

Quelques exemples de mots et d'expressions empruntés à mauvais escient à l'allemand (a) et à l'anglais (e)

Expressions ou mots a/e

Konzept
rot und/oder blau
Alternativlösung/Alternative
ariante
entsprechende Massnahmen
beziehungsweise, respektive

Expressions françaises critiquées

concept (= idée abstraite) (loup)
rouge ou/et bleu
alternative
variante (= solution secondaire)
mesures correspondantes
respectivement

Expressions françaises proposées

conception, système, plan ou schéma de gestion (du loup) 1)
rouge ou bleu, ou encore r. et b.
solution de rechange
option, solution parmi d'autres mesures appropriées ou mesures qui s'imposent
et ou ou (selon le contexte) 2)

attraktiv	attractif (= aimant)	attrayant 3)
challenge (Herausforderung)	challenge	défi
opportunity	opportunité	occasion, chance
telefonisch erreichen	atteindre (au téléphone)	joindre
akademisch	académique	universitaire
flexibles Rentenalter	retraite flexible	retraite à la carte
Arbeitsrecht flexibilisieren	flexibiliser le code du travail	assouplir le code du travail 4)
Recht anpassen	adapter la législation	modifier la législation 5)
Grosser (significand) Erfolg	succès significatif	succès important
Bundesrat Prof. Dr. X, Vor-	Prof. Dr. X, Conseiller fédéral, Chef	X, prof. et dr en droit, conseiller
steher...	du département...	fédéral, chef du Département 6)
Das Fest fällt auf einen Sonntag.	La fête tombe sur un dimanche.	... tombe un dimanche.
eine Frage, die schwierig	une question qu'il est difficile	... à laquelle il est ...
zu beantworten ist	de répondre	
problematisch	problématique	... peut poser un problème
Traktanden	tractanda (s)	ordre du jour
Impressum	impressum	édition (?)
ausserdienstlich	hors service (=en panne)	hors du service
Chefin	cheffe	chef 7)
Kanzlerin	chancelière	femme chancelier ou chancelier 7)
Fahrerin	chauffeuse (Calmy-Rey)	chauffeur ou femme chauffeur 7)
Schriftestallerin	autrice (Association des auteurs)	femme auteur ou auteure7)
	au niveau de	expression passe-partout
		à laquelle on pourrait souvent
		renoncer sans autre 8)
Arbeitsplatz	place de travail	poste de travail ou emploi
Menschenrechte, human rights	droits humains	droits de l'homme
entgegenwirken	palier à quelque chose	palier quelque chose
unter den ersten Zehn	dans les dix	dans les dix premiers
Turnus	tournus	rotation
Vorerst	tout (= pléonasme) d'abord	d'abord
ja sogar	voire même (= pléonasme)	voire
Staulage	Un bouchon est en place (RSR)	Un bouchon s'est formé, perdure
Hedge funds	hedge funds	fonds alternatifs
Anspornung, Anreiz	émulsion (RSR)	émolution
	la médaille qu'elle a besoin (RSR)	... dont elle a besoin
	devrait être (RSR)	devra être
	à priori, à fortiori	a priori, a fortiori
Gremium	grémium	groupe, forum
Globalisierung	globalisation	mondialisation, internationalisation
nachdem er gekommen ist.	après qu'il soit venu (RSR)	après qu'il est venu 9)
relevant, irrelevant	relevant (Pierre Maudet), irrelevant	déterminant, sans importance
nominieren	nominer (RSR, etc.)	sélectionner, choisir
über etwas sensibilisieren	sensibiliser sur quelque chose (RSR)	sensibiliser à quelque chose
lösen	solutionner	résoudre
verteufeln	démoniser (P. Couchebin)	diaboliser
unter den Ersten zehn	dans les dix (RSR)	dans (ou parmi) les dix premiers
etwas, das man benötigt	quelque chose qu'on a besoin (RSR)	quelque chose dont on a besoin
Das Handikap, der Nachteil	l'handicap (P. Couchebin)	le handicap
Der Held	l'héros (A. Ogi, RSR)	le héros
Akzeptanz	acceptance (RSR)	acceptation, approbation
Caprices Festival	Caprices Festival	festival (de) Caprices
SVP-Fraktion	fraction UDC (G. Parmelin)	groupe (de l') UDC
offene Feuerstelle	feu ouvert (resp. vaudois)	feu en plein air (ou à ciel ouvert)
kämpferisch	Gindenwald (RSR)	Grindelwald
Vor drei Jahren	pugnace (prononcé « inyass » [RSR])	pugnace (se prononce pug-nace)
to disturb	Il y a trois ans en arrière (F2 et RSR)	Il y a trois ans (en arrière=pléonasme)
bodylanguage	élément distubateur (L. Bolomey, RSR)	un élément perturbateur
involvieren	bodylanguage (P.-A. Dupuis, TSR)	langage corporel
Isoolation (Alleingang)	involver (Ch. Blocher, W. Fust)	impliquer, concerner
Roma	huit cent élèves (X. Darcos, ministre fr.)	huit cents élèves
	isolation	isolement
	roms (presse romande)	rom(le mot « rom » [adj. et subs.]
		est invarialbe)

Abfall	trash	déchet, camelote, etc.
Wegewerfen	littering	jeter (?), débarrasser
Niederlande	Hollande (RSR, partie des Pays-Bas)	Pays-Bas
Die Bevölkerung alarmieren	Souhaiter des bons voeux (RSR)	Présenter les voeux les meilleurs
	Alarmer la population (OFSP)	Alerter ou prévenir la population, voire lui transmettre l'alarme 10)
Existenzielle Gefahr	danger existentiel	danger majeur
Instrumentalisieren	instrumenter (D. Rochebin, TRS)	instrumentaliser
Protokoll (Tagungsbericht)	protocol (RSR: compte rendu de séance)	process-verbal
nicht bedeutungslos	non-négligeable	non négligeable
staff	staff	équipe, état-major

- 1) Le mot concept emprunté au mot allemand Konzept ou anglais concept est utilisé à toutes les sauces, y compris dans les administrations publiques, ce qui conduit à des absurdités du type concept ours, lynx, loup ou concept de l'exercice (au lieu de plan de l'exercice), etc.
- 2) Il va de soi que respectivement peut correctement être employé p. ex. dans l'expression: X, Y et Z, âgés respectivement de cinq, six et sept ans.
- 3) Attractif dans le sens du mot allemand attraktif ne devrait pas être utilisé pour exprimer ce qui présente un avantage.
- 4) Flexible signifie ce qui se plie facilement. Au lieu de parler d'un horaire flexible, il vaudrait mieux utiliser le mot souple (souplesse, assouplissement, etc.) ou à la carte.
- 5) À mon avis, adapter implique le complément à ... Au lieu de parler d'adaptation de la loi (à quoi?), il serait préférable de parler de modification de la loi.
- 6) Il y a une dérive intolérable en matière d'utilisation des titres et des fonctions en imitant l'allemand, sans parler de la manie de plus en plus répandue de la «majusculite». Pourquoi ne pas dire et écrire simplement: Monsieur Joseph Deiss, ancien conseiller fédéral et chef du Département fédéral de l'économie, dr ès sc. éc., ancien professeur de l'Université de Fribourg?
- 7) En matière de féminisation des professions et fonctions, pourquoi vouloir à tout prix singer l'allemand et ne pas s'en tenir aux formulations dites épiciènes (un juge, une juge, voire un ambassadeur, une ambassadrice, etc.) sans inventer des mots nouveaux que l'on ne trouve dans aucun dictionnaire ou qui ne correspondent pas à la morphologie du français (un médecin, une médecine [!], un cafetier, une cafetièr[e] [?])? À défaut, ne faudrait-il pas aussi masculiniser les mots personne, recrue, victime, vigie, etc.? Voir à ce sujet aussi l'entretien accordé par l'académicienne Jacqueline de Romilly à l'Express du 29.03.07 sous le titre «Protéger le français, c'est essentiel». «Chauffeuse» signifie siège rembourré ou chaise basse. «Chancelière» signifie un sac ou un chausson pour tenir au chaud le pied ou à la limite la femme du chancelier tout comme la préfète qui est la femme du préfet.
- 8) Marco Brugger, journaliste de la TSR chargé de commenter les courses de Coupe du monde de ski féminin, ne formule pratiquement pas une phrase sans utiliser l'expression «au niveau de». Ainsi p. ex. au niveau des skieuses suisses, au niveau du slalom, au niveau du temps, au niveau de la technique, au niveau du classement. Voici deux magnifiques fleurs rhétoriques entendues il y a peu de temps (citations approximatives): La jeune skieuse X a un déficit de puissance au niveau de la puissance pure ou encore: Au niveau de la technique et au niveau de la vitesse, c'est bon; en revanche, la skieuse doit au niveau de l'équipe d'Autriche encore faire des progrès au niveau du temps et au niveau du classement au niveau du slalom. Veuillez prendre la peine de suivre une des prochaines compétitions pour constater que j'exagère à peine.
- 9) Au contraire de l'expression «avant que», après que n'implique pas le subjonctif.
- 10) En bon français, alarmer signifie faire peur, donc le contraire de ce qu'on veut obtenir en l'occurrence.

«Suis ses dans le Monde»

Achtung: Die nachstehend angezeigten Bücher sind auch in deutscher Sprache erhältlich!

Les **Editions de Penthes** (Pregny-Chambésy, GE), en collaboration avec **Infolio** (Gollion, VD) ont commencé la publication d'une série de brèves biographies, facilement lisibles et vendues à un prix très modique, de personnalités historiques suisses dont la vie et l'oeuvre illustrent la dimension internationale de la Suisse.

Jusqu'à ce jour, trois titres ont été publiés, tous de la plume de Bénédict de Tscharner, ancien ambassadeur de Suisse (UE Bruxelles, OSCE Vienne, Paris) et président de la Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde. D'autres titres suivront.

Johann Konrad Ken (1808 – 1888) compte parmi les plus importants hommes d'Etat de la Suisse du XIX^e siècle. Ce juriste, né en Thurgovie, fit une brillante carrière de parlementaire, d'homme d'affaires et de diplomate. Il fut un des principaux rédacteurs de la Constitution fédérale de 1848 et le premier président du Tribunal fédéral suisse ainsi que de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Enfin, il servit son pays comme ministre à Paris pendant vingt-six ans. C'est en partie grâce à ses relations personnelles avec l'empereur Napoléon III qu'il réussit à mener à bien une série d'importantes négociations (crise autour de la fin des liens entre Neuchâtel et la Prusse, etc.) Kern est un des pères de la diplomatie helvétique des temps modernes.

Publié en 2005, ce livre est disponible en français et en allemand, prix: 10.- frs.

Giuseppe Motta (1871 – 1940) fait partie du petit groupe de véritables hommes d'Etat suisses du XX^e siècle. Ce juriste, né au Tessin, fit une rapide carrière d'avocat et de parlementaire et devint conseiller fédéral dès 1911. Chef de la politique étrangère de la Suisse dès 1920 et

jusqu'à sa mort, Motta fut un des acteurs remarquables de la Société des Nations dont le siège était à Genève. Motta n'a jamais vécu à l'étranger; mais sa biographie a sa place dans cette série car, malgré l'échec de cette première organisation universelle, l'action de Motta en tant que chef de la diplomatie helvétique et son engagement visionnaire pour la paix ont marqué de façon décisive l'ouverture de la Suisse sur le monde.

Publié en 2007, ce livre est disponible en français, en allemand et en italien, prix : 10.- frs.

Albert Gallatin (1761 – 1849) est issu d'une vieille famille genevoise. A la sortie de l'Académie, à dix-neuf ans, Gallatin quitta sa ville natale clandestinement pour découvrir l'Amérique et goûter à la liberté. Quoique installé dans l'arrière-pays de Pennsylvanie, il fit une carrière politique rapide, d'abord comme parlementaire, puis comme secrétaire au Trésor sous les présidences de Thomas Jefferson et James Madison. Il mena une politique de très grande rigueur dans la gestion des finances publiques. Pour mettre fin à la guerre de 1812 avec la Grande-Bretagne, Gallatin fut chargé de négocier la Paix de Gand, conclue en 1814, puis fut nommé ministre américain à Paris, puis à Londres. Sa retraite à New York fut marquée par une intense activité: Gallatin présida une banque, fonda une université et se plongea dans la recherche sur les langues des populations indigènes d'Amérique.

Publié en 2008, ce livre est disponible en français, en allemand et en anglais, prix: 10.- frs.

Commandes aux Editions de Penthes, 18, chemin de l'Impératrice, 1292 Pregny-Chambésy, tél. 022 734 90 21, fax 022 734 47 40, courriel boutique@penthes.ch; site www.penthes.ch

Calendrier des prochaines manifestations Veranstaltungskalender

Mittwoch, 27.08.08, 18:30h, Gruppe Region Basel, Hotel Merian, «Welche Partnerschaft zwischen Staat und Wirtschaft?», gemeinsam mit der Handelskammer beider Basel.

Samstag, 30.08.08, 17:00h, Gruppe Winterthur, Hauptversammlung, **Burg Hohenklingen Stein a.Rhein;** 15:15h, Führung im Kloster St. Georgen.

Dienstag, 02.09.08, 20:00h, Gruppe Winterthur, Hotel Wartmann, «Entwicklungen in den neuen EU-Staaten», Prof. Dr. Andreas Oplatka, ehem. NZZ Ausland-Korrespondent, Uni Budapest.

Donnerstag, 04.09.08, Gruppe Graubünden, «Elektrizität & andere Energien - ein Blick in die Zukunft», Dir. Reto F.Brunett, CEO Tessiner Kraftwerke AET.

Mercredi, 10.09.08, 18:30, Groupe Vaud ,Centre Général Guisan, Av. G. Guisan 117-119, Pully « Neutralité et armée », Cdt de corps Luc Fellay, Guy Parmelin, Conseiller national, Luc Recordon, Conseiller aux Etats.

Mardi, 07.10.08, 18 :30, Groupe Vaud, Centre Général Guisan, Av. G. Guisan 117-119, Pully « La neutralité suisse et l'Union européenne », Michael Reiterer, Ambassadeur de l'Union européenne à Berne, René Schwok, Professeur à l'Université de Genève.

Dienstag, 07.10.08, 20:00h, Gruppe Winterthur, Hotel Wartmann, «Chancen und Risiken der Europaregion Bodensee », Ernst Mühlmann, alt Nationalrat.

Donnerstag, 23.10.08, 18:00h, Gruppe Aargau, Aula, Alte Kantonsschule Aarau, Veranstaltung mit Frau Anemarie Huber-Hotz zum Thema «Wertewandel in der Politik» aus der Sicht einer a.Bundeskanzlerin.

Freitag, 24.10.08, Gruppe Graubünden, «Fakten und Fragen zur Mobilität der Zukunft - auch in Graubünden», Dr. Hans Werder, Generalsekretär des Eidg. Department für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK).

Lundi, 10.11.08, 18:30, Groupes Vaud et Genève, Centre Général Guisan, Av. G. Guisan 117-119, Pully « La neutralité suisse et la Genève internationale » Mathias-Charles Krafft, ancien Ambassadeur de Suisse et ancien Professeur à l'Université de Lausanne.

Montag, 10.11.08, 18:30h, Gruppe Region Basel, Hotel Merian, Generalversammlung.

Mittwoch, 12.11.08, 18:15h Gruppe Region Basel, Universität Hörsaal 1, Vortrag von a.Ständerat Thomas Pfisterer, gemeinsam mit der Regio Basiliensis und dem Europainstitut.

Dienstag, 25.11.08, 20:00h, Gruppe Winterthur, Hotel Wartmann, «Rat der Religionen», Pfr.Thomas Wipf, Präs. Schweiz.Evangelisch.Kirchenbund, Vorsitzender Schweiz.Rat der Religionen.

Freitag, 05.12.08, 18:00h, Gruppe Winterthur, Klubsabend, Museum O.Reinhart a.Stadtgarten, Dr.Peter Wegmann

Décès

Nous avons le chagrin de devoir vous annoncer le décès de Stéphane Tendon. Stéphane n'était pas seulement un historien et conférencier talentueux, un professeur apprécié, mais un jeune homme engagé, sensible et très dévoué aux RS-NSH. Initiateur et principal réalisateur de

notre site internet, auteur d'articles, il faisait partie du comité central et nous était devenu indispensable. Nous avons perdu un ami ! Même si les mots sont toujours dérisoires dans des circonstances aussi cruelles, nous présentons à sa famille nos plus sincères condoléances.

Nachruf auf Martin Meyer

Dr. phil. Martin Meyer, geboren 1928, ist am 11. Mai 2008 in Aarau gestorben. Er hat von 1959 bis 1991 das Philipp-Albert-Stapferhaus, das Begegnungszentrum auf Schloss Lenzburg, geleitet, ja, er hat es geradezu verkörpert. Gleich zu Beginn hat er die Neue Helvetische Gesellschaft daran zu beteiligen gewusst. Er hat noch die Zeiten erlebt, in denen Bundesräte und führende Köpfe des schweizerischen Geisteslebens die Zeit aufbrachten, um sich im Stapferhaus dem Meinungsaustausch zu widmen. Dieser hatte für Meyer eine erstrangige Rolle in un-

serem komplexen Land einzunehmen. Nur so sah er die Teilhabe aller an der permanenten Aufgabe gesichert, das Schicksal der eidgenössischen Willensnation fortzuschreiben. Obschon im Auftrage mehrerer gemeinnütziger Organisationen wirkend, mass Meyer der NHG erheblichen Anteil an der Erfüllung dieser Aufgabe zu. So galt er für manche sozusagen als Inkarnation des NHG-Geistes. Seine verinnerlichte Vermittlungsfähigkeit liess ihn die NHG als Diskussionsforum par excellence verstehen. Daher konnte es vorkommen, dass er in kritischen Au-

genblicken vom Fassen nationaler Parolen durch die NHG abriet, um deren Mittlerfunktion nicht zu gefährden. Seine aufrichtige Besorgtheit liess jedoch in solchen Fällen keine Trübung der Beziehungen zu Zentralvorstandsmitgliedern zu, welche den staatserhaltenden Auftrag der NHG etwas anders situierten. Als Martin Meyer jedoch altershalber von seiner Charge als Animator und Moderator der Stapferhaus-Gespäche entbunden wurde, zeigte sich sein tief verankertes Bild mitmenschlicher Verantwortung im Staat von der bisher empfundenen Pflicht zur Zurückhaltung in gewissem Sinne befreit: Er konnte nun aus dem Ruhestand heraus dezidierte Abmahnungen ge-

gen die immer aufdringlicher werdende populistische Emotionalisierung und verhärtende Polarisierung der Schweizer Politik äussern. Ein Widerspruch war dieser neu scheinende Ton im Vergleich zu früher im Grunde aber nicht. Denn auch so blieb Martin Meyer der, der er immer gewesen war: ein engagierter Anwalt des achtsam vollen Miteinanderreden-Könnens von Menschen verschiedener ideeller Couleur. Die NHG/TS schuldet Martin Meyer ebenso Dank wie die Fortsetzung beider Teile seines Vermächtnisses: unsere Grundwerte und unsere Gesprächsfähigkeit zu erhalten.

Roberto Bernhard

Prière de réserver

**28 octobre 2008,
17h30-20h00, Berne,**

conférences de Nicolas Bideau,
Chef de la section « Cinéma », à l'Office
fédéral de la culture et d'un réalisateur
alémanique sur le thème
*«Quelle influence le multilinguisme
suisse peut-il exercer sur l'ouverture
au monde ?»*

Bitte reservieren

**28. Oktober 2008,
17.30h-20.00h in Bern,**

Vorträge von Nicolas Bideau, Leiter
der Sektion « Film » im Bundesamt
für Kultur, und einem Filmregisseur aus
der deutschen Schweiz zum Thema
*« Welchen Einfluss kann
die schweizerische Mehrsprachigkeit
zur Weltöffnung ausüben ?»*

Adresse pour retours / Rücksendeadresse :
RS-NSH / NHG-TS
Secrétariat central
Av. des Sports 28
1400 Yverdon-les-Bains

Impressum
Édition RS-NSH / NHG-TS
Comité de rédaction :
Ch. Langenberger, M. Renaud

Adresse du secrétariat central
RS-NSH / NHG-TS
Mme Mireille Renaud
Av. des Sports 28
1400 Yverdon-les-Bains
tel. 024 420 18 19
fax 024 420 18 20
mobile 076 326 98 80
e-mail rsnsh@bluewin.ch
site Internet www.dialoguesuisse.ch